

6 ERREURS **SUR LES ENTREPRISES ET** **LA VIE ÉCONOMIQUE**

Dans le cadre de la présidentielle, les choix économiques portés par les candidats sont très différents et auront un impact majeur sur le redressement ou le déclin de la France et de l'Europe, sur l'emploi et sur le pouvoir d'achat des Français.

Il est urgent qu'un débat de fond sur les réformes économiques et sociales puisse réellement avoir lieu à l'occasion de cette campagne électorale. Il s'agit de choisir une ambition pour notre pays et un destin commun à tous les Français dans l'Europe et dans le monde.

Nous ne pouvons malheureusement que constater que ce débat fondamental est aujourd'hui occulté ou que de fausses idées, en apparence séduisantes, circulent et peuvent séduire. Certains s'obstinent à vouloir s'affranchir des réalités économiques en ayant recours à la pensée magique.

Or l'économie a des règles qui s'imposent. Cela ne veut pas dire qu'il n'y a rien à faire pour nos politiques. Au contraire. Mais si on veut être efficace et gagner collectivement, il faut d'abord comprendre les règles et jouer au mieux, et non pas rester sur le banc de touche en voulant changer le règlement.

1^{re} ERREUR : « IL FAUT PLUS DE LOIS ET DE CONTRÔLES POUR ENCADRER LES ENTREPRISES. »

- › Cela fait 30 ans que l'on empile des lois, des règles, des contraintes sur les entreprises.
- › 3 000 pages au code du travail, 400 000 normes gérées par les entreprises et une instabilité normative (certaines règles fiscales ont changé 3 fois en 2 ans...), conduisent à une complexité effarante, une réglementation tatillonne, des contrôles et contraintes intempestifs, des sanctions.
- › Par ailleurs, l'absence d'étude d'impact mène à des normes impraticables et illisibles aussi bien pour les employeurs que pour les salariés (ex : pénibilité).
- › C'est le contraire qu'il faut faire : libérer l'envie d'entreprise, faire confiance aux entrepreneurs et passer à une logique d'accompagnement et de conseil.
- › L'embauche se fera en fonction des marchés et de la croissance, notamment autour de la mondialisation, des marchés d'avenir (développement durable, numérique, etc.) et des opportunités.
- › Tout ce qui conditionne des baisses de charges à des « contreparties », qu'elles soient en termes d'emplois ou autres, est absurde et n'a jamais fonctionné dans le passé car l'emploi ne se décrète pas.

2^e ERREUR : « LE PROBLÈME EST LA RÉPARTITION DES RICHESSES, PAS LEUR PRODUCTION. »

- › Avant de répartir la richesse, il faut d'abord la produire.
- › Aujourd'hui, nos indicateurs économiques montrent qu'on ne crée pas assez de richesses en France par rapport à d'autres pays (taux de chômage élevé, déficit commercial, faible croissance, etc.).
- › Enfin, la meilleure répartition des richesses, est d'abord de permettre à chacun de trouver un emploi et de se réaliser dans son travail. L'urgence est donc de relancer la dynamique de création d'emplois, pas d'inventer de nouvelles taxes.

3^e ERREUR : « LA MONDIALISATION PROFITE AUX GRANDES ENTREPRISES, MAIS RUINE LES PME. »

- › La mondialisation accroît la concurrence et les échanges. Tous les entrepreneurs français sont capables de gagner dans la mondialisation, qu'ils soient en territoire ou dans les métropoles. Encore faut-il qu'ils aient les mêmes armes que leurs concurrents.
- › Ce qui ruine les entreprises, ce sont les contraintes incessantes et le poids démesuré des charges qui pèsent sur elles. Cela les empêche d'innover et d'investir pour rester compétitives.
- › Rappelons par exemple que, en 2017, les entreprises françaises payent toujours 100 milliards de charges et d'impôts de plus que les entreprises allemandes.
- › L'urgence n'est donc pas de fermer les frontières, mais de permettre à toutes nos entreprises de retrouver leur compétitivité par la baisse des charges, la simplification réglementaire et sociale, et la formation.

4^e ERREUR : « LA MONDIALISATION RUINE LES CENTRES-VILLES ET LES VILLES MOYENNES. »

- › La désertification des centres-villes et la mort des petits commerces est un phénomène qui n'a rien à voir avec la mondialisation. Ce sont les communes qui ont localement organisé la concurrence accrue de leurs centres-villes avec les zones commerciales à l'extérieur. Ce sont souvent des décisions locales.
- › Il faut avoir une véritable vision d'une politique territoriale qui permette à toutes les entreprises, et aux citoyens, de vivre et de se développer sur leur territoire.
- › La politique de taxes locales a aussi souvent mis à mal certaines industries. Certaines communes ont tout fait pour décourager les entreprises de s'installer. Ainsi, au global, la fiscalité locale pèse désormais sur les entreprises plus que l'impôt sur les Sociétés (38,4 milliards d'euros contre 32,9 milliards d'euros pour l'IS).
- › Cessons de chercher des responsabilités chez les autres. Une partie de nos ennuis viennent de nous.

5^e ERREUR : « IL FAUT S'OCCUPER DES PME ET CONTRAINDRE LES GRANDS GROUPES. »

- › Pour être forte, une économie a besoin de toutes les tailles d'entreprises : depuis les indépendants jusqu'aux grands groupes en passant par les très petites entreprises, les moyennes et les intermédiaires.
- › Segmenter la réglementation en augmentant les contraintes pour les grandes entreprises et en les allégeant pour les plus petites, conduit à créer des effets de seuils qui empêchent les entreprises de grandir.
- › L'urgence n'est pas de stigmatiser la grande entreprise, mais de faire en sorte que la TPE devienne une PME, la PME une ETI et l'ETI un grand groupe (moins de 5000 ETI en France, deux fois moins qu'en Angleterre et trois fois moins qu'en Allemagne).
- › La création d'emplois se fait grâce à la croissance des entreprises. Il faut donc favoriser cette croissance, pas la mettre sous cloche.
- › En revanche, il faut continuer à inciter les grandes entreprises à accompagner les plus petites dans leur croissance. C'est le « chasser en meute » indispensable qui existe déjà, mais qui doit encore se développer.
- › Ce « patriotisme économique » se développera par l'incitation, pas par des lois, contraintes et réglementations.

6^e ERREUR : « LES CHEFS D'ENTREPRISE EXPLOITENT LES SALARIÉS. »

- › La vision marxiste de l'économie date du XIX^e siècle. C'est une vision qui a donc deux siècles de retard.
- › Les chefs d'entreprise sont des citoyens normaux, souvent à la tête de petites entreprises, qui sont proches de leurs salariés.
- › Aujourd'hui, les salariés sont souvent reconnus et valorisés dans les entreprises.
- › Une entreprise où les salariés sont durablement malheureux est une entreprise en crise. Cela peut arriver, mais en général, si l'entreprise survit, elle revient à plus d'équilibre.